



Communiqué des Administrateurs Cgt

Groupe La Poste, résultats semestriels : + 400 millions d'euros Y'a les moyens de gagner

L'examen des comptes semestriels 2009 du groupe La Poste fait apparaître que ce n'est pas la catastrophe annoncée, mais il confirme la réalité de l'ampleur de la crise en France, en Europe, dans le monde. Une nouvelle fois, les plus gros efforts ont été fournis par le personnel.

Plusieurs éléments sont significatifs :

- 7 500 suppressions d'emploi en 6 mois (s'ajoutant aux 52 000 opérées depuis 2002).
- Annonce furtive du prolongement du programme de réduction des coûts jusqu'en 2015 ! sans autres précisions !!!
- La croissance externe, notamment via Geopost, présentée comme la panacée devant sauver la baraque, n'est pas au rendez vous, pire elle plombe les résultats (-100 millions d'euros).
- La poursuite de la déstructuration du réseau des bureaux de poste est suicidaire, elle génère l'effondrement de leur développement commercial : recul de plus de 3 milliards d'euro. Aujourd'hui, 36% des points de contact ne sont plus des bureaux de poste.

Parallèlement :

- Les résultats du courrier ne sont pas aussi catastrophiques que les prévisions alarmistes propagées depuis plusieurs mois, le recul des volumes n'atteint même pas les 5%.
- Les résultats de La Banque Postale (produit net bancaire en progression de 76 millions d'euros) bénéficient de la bonne image et de la confiance accordée au service public postal.

Au total, les résultats nets du groupe sont positifs. Ils flirtent avec les 400 millions d'euros, même s'ils sont en recul par rapport au premier semestre 2008. Et ceci, malgré « le milliard » dû par l'Etat au titre des obligations de service public et ses ponctions répétées de dividendes : 250 millions d'euros sur 2 ans.

Cette situation confirme que l'enjeu pour assurer l'avenir du service public postal n'est ni le changement de statut ni l'ouverture de capital. C'est l'unité et la complémentarité de ses réseaux, une autre répartition des richesses créées, fondée sur le développement de l'emploi, des salaires et sur l'amélioration des garanties collectives.